



# Préparer les jeunes à un emploi productif

## RWANDA

**La diminution du taux de natalité et la croissance de la population active pourraient permettre au Rwanda de bénéficier d'un « dividende démographique », lequel favorisera une croissance économique soutenue.** Toutefois, les gains économiques engendrés par ces changements dépendront en grande partie de la création d'emplois pour la population des jeunes du pays, en pleine croissance. Un document d'orientation commandé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), organisme canadien, et la Fondation MasterCard met en lumière des pistes de recherche, lesquelles permettraient de bâtir une solide assise de données probantes sur lesquelles s'articuleraient les stratégies visant à assurer que la jeunesse – et l'économie – du Rwanda puisse prospérer.

Après avoir connu un taux de fécondité élevé pendant une période de plus d'une décennie à la suite du génocide de 1994, le Rwanda a vu son taux de natalité diminuer pour atteindre une moyenne de 4 enfants par famille, ce qui est inférieur à la moyenne subsaharienne de 5,1. Ce ralentissement survient alors qu'une très forte proportion de jeunes Rwandais intègre la population active. Les jeunes en âge de travailler représentent désormais plus du tiers de la population. En économisant une plus grande part de leur revenu disponible et en investissant dans l'éducation et le développement de leurs enfants, les familles rwandaises pourraient tirer des gains substantiels du phénomène de la baisse du taux de fécondité. Pendant ce temps, l'économie du pays bénéficierait de la croissance d'une main-d'œuvre plus qualifiée et plus productive.

Toutefois, le Rwanda a encore bon nombre de défis à relever. L'ensemble de la population demeure très jeune, puisque plus de la moitié des Rwandais sont âgés de moins de 20 ans. En dépit des récents progrès, le taux de pauvreté demeure élevé, avec plus de 60 % des travailleurs qui vivent avec 1,25 USD ou moins par jour. Même si le Rwanda a connu une croissance économique impressionnante au cours de la dernière décennie, le taux de création d'emplois n'a pas progressé au même rythme. Les secteurs dans lesquels l'emploi est fortement corrélé à la croissance, comme le secteur manufacturier et les services publics, représentent jusqu'à présent une petite partie de l'économie rwandaise. L'agriculture, où les emplois offerts sont essentiellement informels et mal payés, demeure le principal moyen de subsistance.

---

### *Le problème le plus pressant auquel font face les jeunes Rwandais est le sous-emploi.*

---

Comme le présent document le souligne, certains aspects des activités économiques de la jeunesse rwandaise sont bien compris. Cependant, avec des recherches plus poussées dans un certain nombre de domaines, on pourrait faire en sorte que les stratégies visant à améliorer les perspectives des jeunes, tout en favorisant une croissance soutenue, sont basées sur des données probantes fiables.



BRENDAN BANNON POUR LA FONDATION MASTERCARD

## Tendances et défis de l'emploi des jeunes

Comme c'est le cas dans d'autres pays en développement, où l'agriculture de subsistance et les emplois informels prennent la part du lion en matière de moyens de subsistance, les taux de chômage officiels sont bas. Parmi les jeunes en âge de travailler (ceux qui sont âgés de 16 à 35 ans), seuls 4,1 % d'entre eux sont considérés comme des chômeurs. Puisque plusieurs jeunes qui sont considérés comme « en emploi » se livrent dans les faits à des activités de subsistance, le taux d'emploi n'est pas un indicateur fiable de la façon dont les jeunes s'en sortent sur le marché du travail rwandais.

Ce chiffre occulte également une grave lacune de l'économie rwandaise : le manque d'emplois productifs. Le problème le plus pressant auquel font face les jeunes Rwandais est *le sous-emploi* : les deux tiers d'entre eux travaillent moins de 35 heures par semaine, alors qu'ils souhaiteraient travailler davantage. Leurs salaires sont considérablement plus bas que ceux des travailleurs plus âgés, et une plus forte proportion d'entre eux occupe des emplois informels. De plus, une grande proportion de la population active du Rwanda travaille à son propre compte. Au nombre des jeunes sous-employés, 66 % sont des travailleurs agricoles familiaux non rémunérés, des agriculteurs indépendants ou des ouvriers agricoles salariés. Pour compenser les mauvaises conditions de travail et la faible rémunération, de nombreux jeunes occupent plus d'un emploi : 42 % des jeunes de 16 à 20 ans occupent deux emplois ou plus, et cette proportion s'élève à 54 % pour ceux qui sont âgés de 30 à 35 ans.

Le taux d'emploi chez les jeunes varie en fonction de l'emplacement géographique et du genre. Même si la plupart des jeunes vivent dans des régions rurales, ils représentent une part beaucoup plus importante de la population totale des zones urbaines, où le chômage est plus fréquent. Dans ces régions urbaines, le taux de chômage des jeunes femmes est plus du double de celui de leurs homologues masculins : 12,6 %, comparativement à seulement 5,6 %. Les taux d'emploi varient aussi en fonction du nombre d'années d'études. Un niveau d'instruction plus élevé est en relation directe avec des taux de chômage plus élevés dans les zones urbaines, surtout parmi ceux qui ont fait des études secondaires et universitaires. Cela suggère qu'il existe un décalage important entre les emplois disponibles et le développement des compétences.

Les jeunes Rwandais mentionnent que leur manque de compétences et d'expérience professionnelle est le principal obstacle à l'obtention d'un emploi. Ils signalent aussi que l'adéquation limitée entre les infrastructures liées à l'offre et la demande d'emploi est problématique, tout comme l'accès insuffisant au crédit. Les enquêtes qui tiennent compte du point de vue des jeunes suggèrent que les programmes de formation pourraient être améliorés de plusieurs façons, afin de mieux correspondre aux besoins des jeunes.

## Accès à l'éducation et à la formation

À l'heure actuelle, les recherches permettent de déceler trois problèmes majeurs liés à l'offre de main-d'œuvre au Rwanda : un faible niveau d'instruction, une grave pénurie de compétences techniques et une harmonisation insuffisante entre les compétences techniques enseignées et celles qui sont requises sur le marché du travail.

Depuis 2012, l'éducation de base au Rwanda consiste en six années à l'école primaire, trois années au premier cycle du secondaire, et trois années au deuxième cycle du secondaire. Les taux de scolarisation sont élevés, mais beaucoup d'élèves échouent, redoublent ou rejoignent tardivement le système scolaire. Par conséquent, les étudiants en salle de classe sont beaucoup plus âgés que l'âge ciblé pour leur niveau de scolarité. Voilà pourquoi plusieurs jeunes plus âgés sont toujours inscrits à l'école.



**1 jeune Rwandais sur 3**  
a terminé ses études primaires.

Les études de plusieurs jeunes adultes d'aujourd'hui ont été interrompues au cours de la période du génocide. Un tiers seulement des jeunes ont terminé leurs études primaires, et seulement 5 % d'entre eux ont terminé des études postprimaires, secondaires ou supérieures. Les statistiques relatives au niveau d'instruction sont plutôt similaires pour les hommes et les femmes.

Pour faire face à une importante pénurie de compétences sur le marché du travail, des efforts importants ont été déployés pour mettre au point un programme de formation professionnelle et d'enseignement technique (FPET). Toutefois, il y a encore des



A MELODY LEE / BANQUE MONDIALE

améliorations à apporter pour s'assurer que le curriculum de la FPET est pertinent et répond aux besoins du marché. En 2009, une vérification nationale des compétences a révélé une pénurie de 60 % en ce qui concerne les techniciens qualifiés au Rwanda. Pourtant, moins de 1 % des jeunes sont inscrits à une formation technique.

## Les transitions à la vie active

Un certain nombre de facteurs ont une incidence lors de l'entrée sur le marché du travail, dont le niveau de scolarité, le sexe, les systèmes sociaux et le milieu, urbain ou rural.

Les jeunes ayant seulement reçu un enseignement primaire font face à de grandes difficultés lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail. Ils sont généralement confinés à des emplois informels, par exemple dans des marchés ou sur des chantiers de construction en qualité de journaliers. Dans les régions urbaines, plusieurs jeunes hommes conduisent des motos (taxis) ou vendent des cartes de téléphones portables prépayées dans la rue. Les filles qui n'ont fait que des études primaires ont encore moins de possibilités et travaillent principalement en qualité de domestiques mal rémunérées, dans des conditions difficiles.

Les jeunes qui ont une éducation de niveau secondaire ont des perspectives légèrement plus prometteuses. Une étude réalisée en 2011 par l'International Youth Foundation (IYF) a révélé qu'ils sont beaucoup moins attirés par les emplois dans l'agriculture. Bon nombre d'entre eux retardent leur entrée sur le marché du travail pour améliorer leur maîtrise de l'anglais et leurs compétences en matière de technologies de l'information, afin de pouvoir saisir des occasions dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Les Rwandais hautement qualifiés se voient confrontés à deux principaux problèmes : la pénurie d'emplois appropriés et l'absence de services offerts pour les aider à faire le pont entre eux et un emploi convenable. Par conséquent, les relations sociales jouent un rôle de premier plan, à la fois pour ceux qui cherchent un emploi et pour ceux qui souhaitent créer leur propre entreprise. L'enquête de l'IYF révèle que certains jeunes chômeurs avaient tout simplement abandonné leurs recherches : près de la moitié de ces chercheurs d'emploi découragés ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas payer les frais de transport pour se chercher un emploi dans une autre ville. Même si un certain nombre de sites Web de placement ont été lancés au cours des dernières années, le problème se fait toujours sentir, surtout dans les zones rurales, où l'accès à Internet est limité.



Parmi la population inactive, plus d'**1 jeune femme sur 5** s'occupe de la famille et du foyer, comparativement à **1 jeune homme sur 10**.

De leur côté, écoles et universités n'offrent aux diplômés que peu de moyens pour faciliter leur transition de l'école au marché du travail. Elles ne peuvent proposer que quelques possibilités d'apprentissage et de stages, où les compétences pourraient être acquises en milieu de travail, et les employeurs déplorent le fait que les diplômés manquent d'expérience de travail.



STEPHAN BACHENHEIMER / BANQUE MONDIALE

Au sein de la population inactive, les jeunes femmes sont plus lourdement touchées par les responsabilités familiales. La proportion des femmes qui prennent soin de leur famille est deux fois plus élevée que celle des hommes (21 %, comparativement à 9 %). Ce fardeau supplémentaire semble aussi être assumé par les femmes qui travaillent. Les données des enquêtes auprès des ménages suggèrent également que les jeunes femmes travaillent moins d'heures que les hommes, et que cet écart augmente avec l'âge, peut-être en raison de l'accroissement des tâches ménagères.

Les personnes qui veulent créer ou développer de petites entreprises sont freinées dans leurs efforts par un accès insuffisant au crédit. L'incapacité à fournir les garanties exigées par les banques constitue le principal obstacle financier évoqué par les jeunes pour obtenir un prêt et lancer leur propre entreprise.

## Les politiques et les programmes pour l'emploi des jeunes

L'emploi chez les jeunes est une priorité pour les décideurs rwandais. Depuis plus d'une dizaine d'années, le gouvernement a conçu des programmes pour cibler les jeunes et améliorer leurs perspectives d'emploi. Quatre ministères importants ont dirigé l'élaboration de politiques pour relever le défi de l'emploi chez les jeunes : le ministère de la Fonction publique et du Travail, le ministère de l'Éducation, le ministère du Commerce et de l'Industrie, et le ministère de la Jeunesse et des TIC. Trois autres initiatives et organismes gouvernementaux prennent les devants dans la mise en œuvre de ces politiques.

De nombreux partenaires œuvrant dans la sphère du développement, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et locales, des acteurs de la société civile et des organisations privées lancent eux aussi des programmes. Tenant compte de l'objectif du gouvernement du Rwanda, la plupart des organismes de développement des pays donateurs mettent en œuvre ou financent des programmes pour améliorer le niveau général de compétences de la jeune population active rwandaise. Les organisations locales de la société civile contribuent également à promouvoir l'emploi pour les jeunes et, dans certains cas, à la mise en place des programmes gouvernementaux.



PALLADIUM IMPACT

En dépit de ces initiatives, les efforts déployés par le passé pour résoudre les problèmes liés à l'emploi et à la jeunesse ont été sapés par un manque de coordination entre les différents ministères et organismes concernés, de même que par une désresponsabilisation découlant de l'éparpillement des responsabilités. Mis en place en 2014, le National Employment Program (programme national pour l'emploi) vise à pallier ces insuffisances. Le nouveau programme repose sur quatre piliers : la coordination, le suivi et l'évaluation sont prioritaires, avec le développement des compétences, l'entrepreneuriat et le développement des entreprises, et les interventions relatives au marché du travail. En matière d'actions particulières pour les jeunes, les efforts du gouvernement du Rwanda se concentrent principalement sur le programme de FPET. Puisque l'on considère la création d'emplois par le secteur privé comme essentielle pour permettre aux diplômés rwandais d'accéder à la classe moyenne, le principal partenaire du secteur privé au pays joue un rôle actif dans le National Employment Program, en se concentrant sur la stimulation de l'activité des entreprises.

## Établir une base de données probantes pour permettre des interventions efficaces

Il existe un corpus de recherche de plus en plus vaste sur l'emploi chez les jeunes au Rwanda, mais les lacunes suivantes constituent des occasions de consolider la base de données probantes.

Concernant les problèmes d'approvisionnement en main-d'œuvre, la documentation disponible met l'accent sur l'importance de la pénurie de compétences à laquelle le pays est confronté et fait la lumière sur la nature de celle-ci, tout en précisant les secteurs économiques les plus touchés. Ce qui fait défaut, c'est une évaluation rigoureuse de l'incidence des programmes de formation existants. De solides données probantes permettraient au gouvernement et à la société civile de concevoir des programmes ciblés plus efficaces et plus efficients.

PHOTO COUVERTURE : GRAHAM HOLLIDAY

Du côté de la demande, la documentation établit clairement que le manque d'accès au crédit constitue le principal obstacle à la croissance des petites et moyennes entreprises et des micro-entreprises. La détermination des principaux obstacles à l'accès des jeunes au crédit et la définition de solutions appropriées pourraient orienter l'élaboration de politiques et la conception de programmes visant à aider les jeunes à créer des entreprises productives et à contribuer à la création d'emplois.

Enfin, les politiques d'emploi pour les jeunes et les interventions doivent tenir compte de l'avis de ceux-ci sur la question. Des enquêtes et d'autres recherches mettant en lumière les perceptions et les expériences des jeunes s'avéreront essentielles pour élaborer des politiques et des programmes qui répondent directement à leurs besoins.

En mettant en place les bons programmes de formation et une infrastructure adéquate, et ce, à partir d'une solide base de données probantes, la population active croissante du Rwanda pourrait encore devenir le moteur d'une croissance économique solide et soutenue.



Ce résumé est tiré d'une série commandée conjointement par le CRDI et la Fondation MasterCard, pour faire la lumière sur l'enjeu majeur de l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne. Il met en relief les principales constatations du document publié en 2015 et intitulé « Youth and employment in Rwanda: A scoping paper », par Mallory Baxter, Arnaud Dyèvre et Sachin Gathani de Laterite Ltd. On trouvera dans le document source les références complètes relatives aux statistiques mises en relief ici.

Les points de vue exprimés dans ce résumé et dans l'étude dont il s'inspire n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués au CRDI ou à la Fondation MasterCard.

### Contact

Centre de recherches pour le développement international  
CP 8500, Ottawa ON  
Canada K1G 3H9  
Tél. : +1 613-236-6163; courriel : sig@idrc.ca  
www.crdi.ca